



Le 28 avril 2022, s'est tenue à Douchanbé, au Tadjikistan, la réunion consultative sur le « changement climatique avec un focus sur le genre et la gestion de l'eau en Asie centrale ». Cet événement, organisée conjointement par ONU Femmes et le Comité des affaires féminines et familiales du gouvernement du Tadjikistan, s'inscrivait dans le cadre d'une initiative du Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Europe et l'Asie centrale visant à favoriser l'échange de connaissances, d'innovations et de bonnes pratiques en vue de promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes en Asie centrale. Son objectif principal était de mettre en évidence la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques et de proposer des solutions visant à garantir leur accès aux ressources et se les réapproprier.

L'Asie centrale est une région composée de cinq États caractérisés par des régimes autoritaires : le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan. Ces républiques font face à différentes pressions et conflits concernant le partage et l'utilisation des ressources naturelles, en particulier l'eau, qui est essentielle à l'agriculture. Ce secteur est déjà affecté par les effets des changements climatiques, perturbant les cycles agricoles et la disponibilité des ressources en eau. Les prévisions indiquent une détérioration drastique de la situation dans les années à venir. Les femmes, qui jouent un rôle clé dans la sécurité hydrique et alimentaire, sont particulièrement touchées par ces perturbations. Les migrations masculines, résultant de la précarité et du chômage, laissent les femmes dans les zones rurales, isolées et mises à l'écart, confrontées aux changements climatiques. En outre, elles subissent les pressions héritées du système soviétique, de la tradition patriarcale et de l'autoritarisme, qui limitent leur capacité d'adaptation et de résilience. Bien que les États prétendent garantir l'égalité des droits, leur système oppressif entretient leur exclusion des prises de décision dans le domaine politique, économique et de la gestion des ressources. Bien qu'elles représentent jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre agricole, elles possèdent peu de terres. Pourtant, les femmes disposent d'un large éventail de connaissances et de compétences pour prévenir les conséquences des changements climatiques, améliorer les conditions de vie et participer à la résolution des conflits dans un contexte de tensions croissantes.

Ce rapport met en évidence le rôle des femmes en tant qu'actrices clés du développement durable au sein des sociétés d'Asie centrale, malgré les multiples discriminations auxquelles elles sont confrontées. Il souligne la responsabilité des États dans la protection et le respect des droits des femmes ainsi que leur autonomisation, la valorisation de leur rôle et la mise en place de formations et de réseaux. Les différents scénarios étudiés, qui portent sur le rôle de la société civile, l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques et les objectifs de développement durable, visent à formuler des recommandations à l'attention des gouvernements et des organisations internationales afin de soutenir les actions des organisations féministes, écologiques et de défense des droits humains dans la région. Ces actions sont essentielles pour s'adapter aux changements climatiques en cours et à venir.

Les recommandations s'articulent autour de six axes d'intervention :

1. Protéger les droits des femmes et assurer leur autonomie
2. Lutter contre les changements climatiques en incluant une perspective genrée
3. Créer un dialogue régional pour favoriser la coopération entre tous les acteurs
4. Inclure les femmes dans les espaces de décisions
5. Sensibiliser et éduquer sur les enjeux féministes et climatiques
6. Renforcer le rôle de la société civile